

Crise financière, Triomphe de Barack OBAMA et fin de la pensée unique néo - libérale

Par le Professeur **TOUNA MAMA***

Dans << *La crise financière internationale et la résurrection de KEYNES* >> (1), j'ai montré comment Henry Paulson, Ministre des Finances des Etats-Unis, prisonnier de son idéologie néo-libérale néo-conservatrice, a versé la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, en laissant couler purement et simplement Lehman and Brothers, la première banque américaine qui a fait connaître officiellement ses difficultés de trésorerie ; et ce faisant, en déclenchant une crise financière qui s'est vite internationalisée par effet de contagion. Et comment Gordon Brown, ancien Ministre des Finances et Premier Ministre britannique a permis d'éviter le pire à l'économie mondiale, en recapitalisant promptement les banques britanniques en difficultés, a montré la voie à suivre aux pays européens et aux Etats-Unis, qui s'y sont engouffrés dès lors.

C'est ce que nous avons appelé la résurrection de KEYNES. Ce qui n'est rien d'autre que l'application de la politique keynésienne d'intervention de l'Etat pour sauver l'économie capitaliste libérale en crise et lui éviter de se transformer en économie collectiviste telle qu'envisagée par Karl Marx.

Nous en avons tiré des enseignements pour les pays en développement, comme les pays africains, en postulant qu'il ne sera plus possible aux pays dits libéraux d'Occident, de les endoctriner, via les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale et GATT / OMS), sur les prétendues vertus d'auto-régulation du marché, et le mal absolu de l'intervention de l'Etat dans l'économie ; sous réserve que ces pays n'aient pas affaire à des << **Etats mous** >>.

Aujourd'hui, nous voulons montrer qu'au-delà du charisme personnel incontestable de Barack OBAMA, 44^e Président élu des Etats-Unis dans le contexte de la grave crise financière actuelle - qui est en train de se transformer en crise économique, comme on pouvait le craindre -, le programme économique du candidat démocrate a joué un rôle décisif dans cette élection et va contribuer à ébranler sérieusement la foi aveugle à l'égard des mécanismes d'auto-régulation du marché, voire convaincre même les fanatiques du marché que l'intervention de l'Etat dans l'économie n'est pas le mal absolu.

I^{ere} Partie. – Rappel des principaux éléments du programme économique de Barack OBAMA (2)

En quoi consiste d'abord le programme économique de Barack OBAMA ?

Le programme économique de Barack OBAMA est la réponse au diagnostic lucide qu'il fait de la situation économique des Etats-Unis.

En effet, son programme vise en priorité les classes moyennes et populaires pour lesquelles l'économie est devenue le premier sujet d'inquiétude (62 % des Electeurs Américains considérant que l'économie est la priorité n°1 de leurs préoccupations).

La crise de l'immobilier avec les subprimes, la cherté de la santé et de l'éducation et le poids des crédits sont autant de problèmes économiques qui préoccupent le peuple américain, et en particulier les classes moyennes et inférieures de la société.

Pour Barack OBAMA, << C'est le résultat de coûts toujours plus élevés, de salaires qui stagnent et d'aides qui disparaissent qui poussent de plus en plus d'américains dans une spirale de la dette dont ils ne peuvent s'échapper>>.

Pour résoudre ce problème, Barack OBAMA se propose de réduire les inégalités trop grandes dans la société américaine en prélevant plus sur les plus riches pour reverser aux plus pauvres.

Plus précisément, il préconise un plan annuel de 140 milliards de dollars pendant 10 ans qui sera financé en mettant fin aux réductions d'impôts sur les plus-values et les dividendes votées jusqu'en 2011, en réduisant (mais non pas en supprimant) quelques avantages fiscaux consentis aux entreprises, et en revisitant la politique américaine en Irak qui a déjà englouti plus de 700 milliards de dollars sans résultat évident... Bref, il s'agit pour Barack OBAMA de se saisir de façon générale de l'arme fiscale et de façon particulière du crédit d'impôt pour régler les problèmes économiques de la société américaine.

Ainsi, par exemple, en cas de survenance de ce que Keynes appelait les "**windfall gains**", c'est-à-dire les gains d'aubaine des sociétés pétrolières, un impôt d'aubaine pourrait être prélevé sur leurs bénéfices exceptionnels pour faire immédiatement un rabais d'urgence de 1000 dollars pour financer les impayés d'énergie des familles pauvres qui serait un acompte d'allègement fiscal de 1000 dollars fait à ces familles.

De même en prévision d'un million d'Américains qui pourraient perdre leur emploi, un crédit de démarrage de 50 milliards de dollars pourrait permettre de leur venir en aide dont la moitié servirait aux questions liées à l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, au chauffage et à l'assistance contre les augmentations des taxes foncières, des péages et autres redevances. Tandis que les 25 autres milliards seraient destinés au développement et à l'entretien des infrastructures (routes, écoles...) nécessaires à leur survie.

Ainsi, avec un crédit d'impôt de 500 dollars par personne et de 1000 dollars par famille, le programme économique du Président Barack OBAMA pourra fournir un allègement fiscal à 150 millions de travailleurs, avec

notamment l'élimination pure et simple de l'impôt sur le revenu aux 10 millions d'Américains les plus pauvres, en même temps que le salaire minimum sera augmenté et indexé à l'inflation.

Parallèlement à ces mesures qui se préoccupent du facteur travail en général et veillent à la qualité du capital humain en particulier, le programme du Démocrate OBAMA prévoit la création d'une banque pour réinvestir dans les infrastructures du pays (60 milliards de dollars en 10 ans) et un important investissement dans les énergies alternatives, c'est-à-dire non conventionnelles (énergie éolienne, solaire, voire nucléaire).

Le programme économique de Barack OBAMA prévoit par ailleurs d'encourager toutes les entreprises créatrices de nouveaux emplois et une lutte pour le commerce équitable, celui qui, entre autres, se préoccupe des normes environnementales.

Evidemment, je n'ai pas la prétention d'exposer de façon exhaustive l'impressionnant programme économique du Président Barack OBAMA. J'ai voulu tout simplement servir quelques morceaux choisis pour illustrer sa volonté de replacer l'intervention de l'Etat au cœur de l'économie, pour donner une réponse à la crise, au moment où le Président de l'Union Européenne, Nicolas SARKOZY appelle à la création d'un Fonds Souverain en Europe pour soutenir les entreprises en difficultés et éviter un chômage massif.

Bref, chacun l'aura compris, le programme économique du nouveau Président élu des Etats-Unis va remettre l'intervention de l'Etat au cœur de l'économie et faire oublier – au moins pendant quatre ans – les recettes de l'économie néo-libérale qui sont devenues une véritable religion que les Etats libéraux ont imposée pendant plus de deux décennies pratiquement au monde entier.

Même s'il faut reconnaître qu'il ne sera pas facile au Président Barack OBAMA de sortir de la crise une économie américaine qui se retrouve aujourd'hui avec 10 000 milliards de dollars de dette extérieure, 700 milliards de déficit budgétaire, 700 milliards de déficit commercial et qui a dépensé 700 milliards de dollars sans succès dans la guerre avec l'IRAK, il faut lui concéder que ce n'est pas la politique du laisser faire qui peut résoudre les problèmes évoqués. D'ailleurs, les 700 milliards de dollars prévus actuellement dans le plan américain de sortie de crise ne seront certainement pas suffisants pour << **écraser l'infâme**>>.

L'on est, dès lors, tenté de parler de la fin de la pensée unique néolibérale qui a véhiculé une << **grande illusion** >> au niveau international, pendant plus de deux décennies.

II^{eme} Partie. – "La grande désillusion" de la pensée unique néo-libérale

<< **La grande désillusion** >>, c'est le titre donné déjà à l'ouvrage de Joseph E. STIGLITZ, publié en 2002⁽³⁾.

Dans cet ouvrage, le Prix Nobel 2001 d'Economie, Ancien Conseiller Economique du Président Bill CLINTON et Ancien Economiste en Chef et Vice-Président de la Banque Mondiale, examine << **les politiques qu'on a imposées aux pays en développement dans le cadre de la mondialisation** >>.

Le résultat de l'examen de ces politiques, qui ne sont autres que les politiques d'ajustement structurel, devenues une véritable tarte à la crème avec la crise économique qui a éclaté dans les pays africains au début de la deuxième moitié de la décennie 80 et l'adoption au forceps de la ligne néolibérale des institutions de Bretton Woods, l'amène à conclure que contrairement aux bienfaits qu'on a fait miroiter aux yeux des populations

des pays en développement et des pays en transition, << **la mondialisation n'a pas apporté les bienfaits promis** >>. Non seulement elle n'a pas réduit la pauvreté, mais aussi elle n'a pas assuré la stabilité. Et la crise financière internationale actuelle, qui est en train de se muer en crise économique mondiale, est le meilleur exemple pour le démontrer.

Nous n'allons plus revenir sur l'explication de cette crise donnée dans notre dernier article.

Nous interrogeant sur les raisons de l'échec des politiques ultra-libérales inspirées par la pensée unique et imposées sans concessions aux pays africains, nous sommes tentés de dire, à la suite de STIGLITZ, que << **le problème, c'est que beaucoup de ces politiques sont devenues des fins en soi, non des moyens au service d'une croissance juste et durable. Dans ces conditions, elles ont été poussées trop loin, trop vite, et sans être accompagnées d'autres mesures qui étaient nécessaires...**>>.

Ce qui donne plus à réfléchir, c'est qu'aujourd'hui, avec la crise financière actuelle, tous les pays touchés sont amenés à mettre en œuvre des politiques diamétralement opposées à celles qui étaient hier imposées aux pays africains lorsqu'ils ont connu la crise.

Sans qu'aucune institution de Bretton Woods n'élève la moindre voix, le Fonds Monétaire International se contentant d'appeler à plus de transparence dans les marchés financiers et à une meilleure coordination internationale ; consacrant par là même la politique de << **deux poids, deux mesures** >>.

Ce qui tenait lieu de pensée unique hier – l'impératif de laisser le marché faire et d'obliger l'Etat à ne pas faire – vole en éclats aujourd'hui. L'exemple nous venant des pays réputés les plus libéraux : les Etats-Unis et l'Union européenne.

En même temps que l'on peut souhaiter que les conférences annoncées (4) pour rebâtir l'architecture financière internationale, à la suite de l'obsolescence avérée de l'actuelle issue de la Conférence de Bretton Woods de 1944, en tire toutes les conséquences pour l'avenir de l'économie mondiale, l'on doit se féliciter de la fin de l'impérialisme de la pensée unique néo-libérale.

***Le Professeur TOUNA MAMA est le Président de la Chambre Economie et Gestion de la Société Camerounaise des Agrégés et Membre de l'Académie des Sciences du Cameroun.
Site Internet : <http://www.tounamama.com>.**

Notes :

(1) **TOUNA MAMA** (2008), << *La crise financière internationale et la résurrection de Keynes* >>, Cameroon Tribune, n° 9212/5411 du lundi 27 Octobre 2008, p. 9.

(2) <http://www.barackobama.com>.

(3) **STIGLITZ, J.** (2002), la grande désillusion, Paris, Fayard. Traduction française de Globalization and its discontents.

(4) La première de ces Conférences est annoncée pour le 15 Novembre prochain à Washington, dans le format de << G20 >>.